

Article sélectionné dans
la matinale du 16/09/2016 [Découvrir l'application](http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) (<http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e>)

Tibet : la non-violence dans l'impasse

La succession du dalaï-lama, âgé de 81 ans, s'annonce problématique. Le pacifisme et la politique de compromis qu'il a incarnés sont remis en question par une nouvelle génération tibétaine désespérée face à l'intransigeance de la Chine.

LE MONDE | 16.09.2016 à 15h42 • Mis à jour le 17.09.2016 à 07h42 | Par Harold Thibault ([journaliste/harold-thibault](mailto:hjournaliste@harold-thibault.fr))
(Dharamsala, envoyé spécial)



Infographie Le Monde

Kanyak Tsering ne cache pas son inquiétude. Ce moine, originaire du sud-est du plateau tibétain et réfugié depuis 1998 dans l'Etat d'Himachal Pradesh, dans le nord de l'Inde, s'interroge sur la forme que prendra la prochaine révolte de l'autre côté des montagnes. Il évoque les explosions de colère et les vagues de désespoir qui ont ébranlé le Tibet : des mouvements de protestation, réprimés dans la violence, à Lhassa en 2008 et, depuis 2011, 144 immolations par le feu avec une supplication : le retour d'exil du dalaï-lama... « *Nul ne peut prédire l'avenir, lorsque les gens sont à ce point désespérés. Les Tibétains ont été poussés à bout. Ils pourraient se persuader que la non-violence prônée par le dalaï-lama est une impasse et faire n'importe quoi. Cela ne donnera rien de bon* », dit avec crainte le religieux, en relation régulière avec la population de ses terres d'origine, malgré les connexions Internet étroitement surveillées par la Chine.

Sur les contreforts indiens de l'Himalaya, Dharamsala est devenue la « capitale » des Tibétains en exil. C'est ici, entre cèdres et nuages, que le 14^e dalaï-lama posa ses valises en 1959, contraint de fuir Lhassa occupée par les troupes chinoises. Les cafés et ruelles de Dharamsala bruissent des dernières rumeurs tibétaines. On s'alarme lorsque les autorités chinoises annoncent un renforcement des mesures de contrôle, on s'émeut à la nouvelle d'un autre suicide par le feu.



Depuis 2011, 144 Tibétains se sont immolés par le feu en signe de protestation contre le gouvernement chinois. Ici, Jamphel Yeshe, à New Delhi, le 26 mars 2012. MANISH SWARUP/AP

Devenue deuxième puissance économique et militaire de la planète, la Chine a gagné en confiance. En grand empire, elle scrute ses marches à la loyauté incertaine. Comme le Tibet, où le dalaï-lama, figure vénérée du bouddhisme, demeure l'incarnation des espoirs politiques de tout un peuple. A telle enseigne que, à peine nommé secrétaire du Parti communiste chinois pour la Région autonome du Tibet, le 28 août, Wu Yingjie soulignait la nécessité pour la Chine « d'approfondir sa dénonciation et sa critique du dalaï-lama ».

Un mois plus tôt, des loges de moines dépendant du centre d'études bouddhiques de Larung Gar étaient détruites à coups de pelleteuse. Perchée dans l'est du plateau tibétain, cette académie religieuse ouverte en 1980 semble avoir eu trop de succès aux yeux de Pékin. Ordre a été donné d'y plafonner le nombre d'étudiants, qui ne devra plus dépasser 5 000 à partir du 30 septembre 2017, contre 10 000 environ au début 2016. Quelques semaines après cette décision, trois nonnes s'y sont suicidées.

Lire aussi : Le dalaï-lama : « Je n'ai rien à dire aux officiels. Je préfère parler du bonheur » (international/article/2016/09/10/le-dalai-lama-je-n-ai-rien-a-dire-aux-officiels-je-prefere-parler-du-bonheur_4995570_3210.html)

Aucun signe d'ouverture

L'année 2017 marquera, en Chine, le terme des cinq premières années de Xi Jinping à la tête de l'Etat-parti. S'il s'en tient à la tradition qui prévaut depuis la disparition de Mao Zedong (1976), il devrait garder les rênes du pouvoir encore cinq ans. De ce président chinois, la communauté tibétaine espérait beaucoup. Davantage que de son prédécesseur, Hu Jintao, resté dans les mémoires comme l'ordonnateur de l'implacable répression de manifestations à Lhassa, d'abord en 1989, en tant que secrétaire de la Région autonome du Tibet, puis en 2008, cette fois en tant que chef de l'Etat.

Arrivé au pouvoir à l'automne 2012, Xi Jinping affichait un profil prometteur. Son père, le réformateur Xi Zhongxun, avait reçu une montre Omega des mains du dalaï-lama en 1954. Cinq ans plus tard, en plein soulèvement tibétain, le chef religieux était contraint à l'exil. Xi père s'est ensuite lié d'amitié avec le 10^e panchen-lama, deuxième plus haute figure du clergé tibétain, dont il a même loué les qualités dans une nécrologie publiée par le *Quotidien du peuple*, en janvier 1989.

Xi fils a su renforcer ses pouvoirs au sein de l'appareil, comme aucun dirigeant chinois n'y était parvenu depuis Mao. Malgré les espoirs suscités par son père, aucun signe d'ouverture ne fut donné sur la question tibétaine. Les gouvernements qui recevaient encore le dalaï-lama par le passé y ont renoncé les uns après les autres, sous la pression de Pékin. L'Elysée ne s'y est pas risqué lors du séjour du chef spirituel tibétain à Paris et à Strasbourg du 12 au 18 septembre. En mai 2014, c'était le gouvernement norvégien qui refusait de recevoir le dalaï-lama, alors qu'il était

à Oslo pour célébrer le 25^e anniversaire de son prix Nobel de la paix. La même année, l'Afrique du Sud ne lui délivrait pas de visa pour se rendre à une réunion organisée avec d'autres Prix Nobel en mémoire de Nelson Mandela. Seul le président américain Barack Obama continue de le voir.



Rencontre entre le président Barack Obama et le dalaï-lama à la Maison-Blanche, le 21 février 2014. PETE SOUZA / THE WHITE HOUSE

La « voie du milieu »

La communauté tibétaine en exil s'est pourtant résolue à accepter les compromis. A la fin de l'hiver 1979, avec l'approbation du dalaï-lama, Gyalo Thondup, son frère aîné, s'était rendu à Pékin pour explorer des pistes de négociations. Il y rencontra le numéro un chinois, Deng Xiaoping, père de la politique d'ouverture économique, qui lui répondit : « *A part l'indépendance, tout peut être débattu.* » Ce message fut entendu. Depuis, le dalaï-lama a cessé d'exiger l'indépendance, pour se contenter d'une « autonomie » des Tibétains au sein de la Chine. Cette approche qui se veut pragmatique a été baptisée « voie du milieu », en référence au précepte du bouddhisme tibétain, qui a toujours refusé les extrêmes.

Mais, faute de résultat concret, certains interrogent les choix du dalaï-lama, affichant parfois une attitude critique pourtant peu envisageable à l'égard du plus haut représentant religieux. Peut-être parce que, vivant en exil, en Inde, aux Etats-Unis ou en Europe, les 150 000 réfugiés tibétains se sont accoutumés à la culture du débat politique qui prévaut dans leurs pays d'accueil.

Le dalaï-lama a lui-même conclu qu'il était nécessaire de faire évoluer le système politique tibétain qui, en confondant pouvoir religieux et temporel, ne se distinguait pas par sa modernité. En 2011, il a ainsi renoncé aux responsabilités politiques, confiées depuis à un premier ministre élu par la communauté en exil à travers le monde, le « sikyong ». Lobsang Sangay, 48 ans, né à Darjeeling (Bengale-Occidental), dans le nord de l'Inde, et diplômé de la faculté de droit de Harvard (Massachusetts), est le tout premier à assumer cette charge. C'est un homme brillant, mais il n'a jamais foulé le sol du Tibet – où sa voix ne porte guère, en raison du verrouillage de l'information par la Chine.

Le 20 mars, Lobsang Sangay a été réélu sikyong, à l'issue d'une campagne qui n'a laissé que peu de place aux questions de stratégie politique sur l'avenir des Tibétains. Le premier ministre sortant s'est vu reprocher d'avoir placé son propre portrait dans une pièce du bureau des Tibétains en exil à Washington, tandis que son principal concurrent, Penpa Tsering, a été attaqué pour son penchant supposé pour le whisky.

Lire aussi : [Les Tibétains face aux risques de l'exil \(/international/article/2016/09/16/les-tibetains-face-aux-risques-de-l-exil_4998972_3210.html\)](http://international/article/2016/09/16/les-tibetains-face-aux-risques-de-l-exil_4998972_3210.html)

Une stratégie remise en question

Un troisième candidat aux positions plus radicales, Lukar Jam Atsok, fut éliminé dès le premier tour. Arrêté en 1994 après un séjour en Inde, il fut jeté dans les geôles chinoises, où il tomba gravement malade et perdit près de la moitié de son poids. Libéré pour raison médicale, il reprit le chemin de l'exil en Inde. Cheveux mi-longs et mine rebelle, il continue de marteler le même message, appelant à l'indépendance sans concession : « *L'administration tibétaine en exil doit maintenant se résoudre à admettre que la "voie du milieu" a échoué !* »

Au cours de sa virulente campagne, Lukar Jam Atsok qualifia maladroitement le dalaï-lama de « *traître* » pour avoir renoncé à l'indépendance du Tibet. Il se vit ainsi reprocher d'avoir insulté une figure sainte. « *Pour la première fois, un candidat s'est ouvertement interrogé sur la stratégie du chef spirituel. Les jeunes ont apprécié. Mais il a été si dur dans sa manière de présenter certaines questions que les conservateurs n'ont eu aucun mal à le marginaliser* », résume Robert Barnett, directeur du programme d'études sur le Tibet moderne de l'université Columbia, à New York.

LE DALAÏ-LAMA
VEUT CONTINUER
DE CROIRE QUE
L'ÉMERGENCE,
EN CHINE, DU
REJET D'UNE
SOCIÉTÉ
HYPERMATÉRIALISTE
AINSI QUE LE
RETOUR D'UN
INTÉRÊT POUR LA
SPIRITUALITÉ
AMÈNERONT À
UNE MEILLEURE
COMPRÉHENSION
DE LA CAUSE
TIBÉTAINE CHEZ
LES CITOYENS
CHINOIS

La différence de point de vue est affaire de générations. Ceux qui sont nés au Tibet et ont suivi les pas du dalaï-lama vers l'exil se sont construits dans l'attente d'un retour au pays. Leurs enfants, nés à l'étranger, n'ont jamais vu le Tibet et savent qu'il est peu probable que la Chine s'ouvre un jour à un compromis. Ils sont de plus en plus nombreux à envisager une intégration dans leurs pays d'accueil. S'ils se sentent concernés par « la cause », leurs préoccupations quotidiennes sont désormais éloignées du Tibet.

Ils ne se font aucune illusion sur la Chine de Xi Jinping, où la répression est féroce envers tous ceux qui militent pour une limitation des pouvoirs du Parti communiste. M. Xi veut à tout prix renforcer le contrôle du parti unique sur l'ensemble de la société, craignant que la moindre ouverture n'entraîne une dislocation semblable à celle de l'Union soviétique. En outre, alors qu'elles avaient été relancées en 2001, les discussions entre le gouvernement de Pékin et l'administration tibétaine en exil n'ont mené à rien et ont finalement été suspendues en 2010.

Le dalaï-lama veut continuer de croire que l'émergence, en Chine, du rejet d'une société hypermatérialiste ainsi que le retour d'un intérêt pour la spiritualité amèneront à une meilleure compréhension de la cause tibétaine chez les citoyens chinois. A l'inverse, d'autres figures tibétaines, comme le militant pro-indépendance Lhasang Tsering, n'hésitent pas à

prôner le soulèvement. Considéré comme le plus radical intellectuel tibétain en exil, il déplore : « *Tout le succès de la "voie du milieu" dépend uniquement du bon vouloir du Parti communiste chinois, or rien ne l'incite à nous tendre la main.* »

Divisions internes exacerbées

De son côté, l'écrivain Tenzin Tsundue, exilé à Dharamsala, craint que de tels appels à la confrontation ternissent l'image de pacifisme du mouvement tibétain et se révèlent destructeurs. « *La non-violence est notre force, pas notre faiblesse, face à un provocateur qui nous laisse pratiquement sans espoir. Si nous tuons un des leurs, ils tueront deux des nôtres* », affirme cet auteur qui s'est illustré par des actes de protestation originaux. Il a ainsi grimpé au balcon de l'hôtel où résidait le premier ministre chinois, de passage à Bombay, pour y placarder une affiche où était inscrit le slogan « Tibet libre, Chine dehors ».

Avec son bandeau rouge serré sur le front, qu'il a juré de porter chaque jour en signe en soutien à la cause, Tenzin Tsundue se désole des divergences au sein de la communauté tibétaine. « *A quoi bon ce débat entre autonomie et indépendance puisque, de toute façon, on ne peut rien y faire ?* », dit-il agacé.

Ces divisions s'exacerbent à l'approche d'une succession problématique. Le dalaï-lama a 81 ans. Le gouvernement chinois pourrait prendre l'initiative de désigner son successeur. Déjà, en 1995, cinq ans après le décès du 10^e panchen-lama, les Tibétains en exil avaient annoncé avoir trouvé son remplaçant : un enfant, qui fut aussitôt enlevé. Pékin en désigna alors un autre, qui depuis n'a cessé de prouver sa fidélité au régime. Le premier enfant n'a jamais réapparu.

L'alternative consisterait à choisir le 15^e dalaï-lama parmi les Tibétains en exil, avec la certitude qu'il ne jouira jamais de la même aura que l'actuel dalaï-lama, né dans l'est du plateau tibétain et qui régna à Lhassa, de novembre 1950 jusqu'à sa fuite en Inde, en 1959, à l'âge de 23 ans. De passage en France, ce dernier a évoqué, comme il l'avait déjà fait par le passé, la possibilité qu'il ne se « *réincarne pas* » et a déclaré qu'il revenait au peuple tibétain d'en décider.

« *C'est une situation politique et sociale qui approche de son dénouement*, constate M. Barnett. *Mais, pour l'heure, on ignore si le système de succession que le dalaï-lama essaie de mettre en*

place sera suffisamment solide pour fonctionner après sa mort. » Même si le « bodhisattva de la compassion » a officiellement renoncé, en 2011, à toute fonction politique dans l'espoir de passer le relais, il continue d'incarner l'espoir de tout un peuple.

Lire aussi : [Les Tibétains face aux risques de l'exil](/international/article/2016/09/16/les-tibetains-face-aux-risques-de-l-exil_4998972_3210.html) (/international/article/2016/09/16/les-tibetains-face-aux-risques-de-l-exil_4998972_3210.html)